

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
34, avenue du Maréchal Maunoury
41000 Blois

Blois, le 17/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCAGRA

La Préverderie
4, place de la Gare
37360 Saint-Antoine-Du-Rocher

Références : LSAEX 2025-689 - VAT20250456
Code AIOT : 0010000748

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2025 dans l'établissement SOCAGRA implanté La Préverderie 4, place de la Gare 37360 Saint-Antoine-du-Rocher. L'inspection a été annoncée le 16/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCAGRA
- La Préverderie 4, place de la Gare 37360 Saint-Antoine-du-Rocher
- Code AIOT : 0010000748
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société SOCAGRA exerce une activité de stockage pour les tiers de produits destinés à l'agriculture.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 13/11/2000, article 3.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 13/11/2000, article 3.5.5.5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
2	Dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19,20 et 21	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
3	Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 13/11/2000, article 3.5.9.2	/	Sans objet
4	Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 13/11/2000, article 3.5.9.2	/	Sans objet
5	Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 13/11/2000, article 3.5.8.4	/	Sans objet
6	Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 13/11/2000, article 3.5.9.2	/	Sans objet
7	Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 13/11/2000, article 3.5.9.2	/	Sans objet
9	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 13/11/2000, article 3.5.10.2	/	Sans objet
10	Conception et	Arrêté Préfectoral	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	aménagement des infrastructures	du 13/11/2000, article 3.5.5.1		
11	Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 13/11/2000, article 3.5.9.1	/	Sans objet
12	Risque toxique	Arrêté Préfectoral du 13/11/2000, article 3.5.11	/	Sans objet
13	Conception et contrôle des équipements importants pour la sûreté	Arrêté Préfectoral du 13/11/2000, article 3.5.8.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2000, article 3.5.5.5
Thème(s) : Risques accidentels, contrôle périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 26/09/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : <p>L'installation électrique doit être conçue, réalisée et entretenue conformément au décret n° 88.1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises de la série NF C qui lui sont applicables.</p> <p>Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui devra très explicitement mentionner les déficiences relevées dans son rapport de contrôle. Il devra être remédié à toute déficience relevée dans les délais les plus brefs.</p>
Constats : <p><u>Constat de la visite d'inspection du 26/09/2024:</u></p>

L'exploitant a présenté un rapport de vérification électrique daté du 02/01/2024. Ce rapport présente des observations.

Constat de la visite d'inspection du 16/09/2025:

L'exploitant a présenté le rapport de vérification électrique SOCOTEC n°962SA254913 du 02/09/2025. Ce rapport n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.

Pas de non-respect constaté

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositions relatives à la protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19,20 et 21

Thème(s) : Risques accidentels, Etude technique foudre

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 26/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

Art 19

En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne.

Art 20

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000,2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022 , pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont

mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

Art 21

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

Constats :

Constat de la visite d'inspection du 26/09/2024:

L'exploitant ne tient pas à jour le carnet de bord intégré à l'étude technique. Ce carnet de bord doit contenir notamment un historique des installations de protection contre la foudre ainsi qu'un registre des vérifications réglementaires périodiques.

Constat de la visite d'inspection du 16/09/2025:

L'exploitant a présenté le carnet de bord intégré à l'étude technique foudre. Sur ce carnet de bord on retrouve la visite complète du 24/10/2024. A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de visite du 24/10/2024. Ce rapport n'appelle pas d'observation.

Pas de non-respect constaté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2000, article 3.5.9.2

Thème(s) : Risques accidentels, Réserves émulseurs

Prescription contrôlée :

[...]L'établissement dispose de réserves de liquides émulseurs adaptés aux produits présents sur le site.[...]

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite terrain, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'une cuve émulseur de 2000 litres remplie a 75% soit 1500 litres. L'inspection a également constater la présence de 4 bidons de 20 litres d'émulseur. Cet émulseur est un émulseur non fluoré (BIOEX ECOPOL).</p> <p><u>Pas de non-respect constaté.</u></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Risque incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2000, article 3.5.9.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Réserve d'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]Le réseau privé de défense contre l'incendie est assuré par un bassin d'eau d'incendie de 400m². [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite terrain, il a été constaté la présence d'une réserve d'eau a ciel ouvert. Cette réserve contient 400 m3 d'eau. Le bassin est relativement propre. Une échelle en aluminium est immergée le long de la bâche. Cette échelle possède un barreau peint qui matérialise le niveau 400 m3. Cette réserve d'eau est clôturée.</p> <p><u>Pas de non-respect constaté.</u></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Risque incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2000, article 3.5.8.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Réserves de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement dispose de réserves de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnellement pour assurer la sécurité ou la protection de l'environnement, tels que liquides inhibiteurs, produits absorbants, produits de neutralisation,...</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence d'un bac de sable, de pelles, de seaux a proximité du quai de chargement-déchargement. Il a été également constaté a plusieurs endroits dans l'entrepôt, la présence de produits absorbant conditionnés en sacs de 50 litres.</p>

<u>Pas de non-respect constaté.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2000, article 3.5.9.2
Thème(s) : Risques accidentels, Pomperie
Prescription contrôlée : [...] L'établissement dispose d'une pomperie (120 m3/h) raccordée à la réserve d'eau incendie de 400 m3. Cette pomperie comporte un groupe électrique pour alimenter les générateurs de mousse à haut foisonnement des cellules 1 et 2.[...]
Constats : Lors de l'inspection, il a été demandé à l'exploitant de procéder à un essai du groupe motopompe électrique. Ce test concluant n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection. <u>Pas de non-respect constaté.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2000, article 3.5.9.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de secours
Prescription contrôlée : [...] Cette pomperie qui comporte 1 groupe électrique et un groupe diesel (en cas de défaillance du réseau électrique) peut alimenter 18 générateurs de mousse à haut foisonnement (9 générateurs par cellule de stockage).[...]
Constats : Lors de la visite d'inspection il a été demandé à l'exploitant de procéder a un essai du groupe moto-pompe de secours diesel. Ce test concluant n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection. <u>Pas de non-respect constaté.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2000, article 3.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Le réseau d'eaux pluviales de l'établissement qui regroupe les eaux de toitures et les eaux de ruissellement sur les aires de circulation, est équipé d'une vanne de fermeture permettant de maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ce dispositif sera maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance. Son entretien et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p> <p>Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance</p> <p>Son entretien et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence de deux regards de collecte des eaux potentiellement pollués. L'isolement hydraulique de ces regards est assuré par deux vannes guillotines manuelles montées en série.</p> <p>Ces regards sont propres.</p> <p>Il a été demandé à l'exploitant de procéder à la fermeture des deux vannes. Ces deux vannes d'isolement sont fonctionnelles.</p> <p>L'exploitant a indiqué que ces vannes sont testées semestriellement, lors de ce test un nettoyage du sable pouvant empêcher la fermeture de la vanne et également effectué.</p> <p>Constat: Le registre vérification/nettoyage des vannes d'isolement du site n'est plus renseigné depuis 2022.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé au point de contrôle n°8.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 9 : Prévention des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2000, article 3.5.10.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Détecteurs de gaz</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La cellule de stockage de produits agro-pharmaceutiques inflammables est munie d'un système de détection d'atmosphère explosive actionnant une sirène et la fermeture des portes coupe-feu.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté la présence de 4 détecteurs de gaz installés en partie basse de la cellule 1. La détection est asservie à un flash, à une sirène et au déclenchement de la Porte Coupe-Feu entre les 2 cellules.</p> <p>L'exploitant a présenté un rapport de vérification périodique ainsi qu'un certificat de calibration datant du 05/08/2025 par la société ADS Détection gaz.</p> <p>Ce rapport n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.</p>

<u>Pas non-respect constaté.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Conception et aménagement des infrastructures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2000, article 3.5.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque intrusion
Prescription contrôlée : L'établissement est efficacement protégé contre les intrusions (clôture ou locaux fermés à clef).
Constats : Voir partie Confidentiel <u>Pas de non-respect constaté.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2000, article 3.5.9.1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.
Constats : Le jour de la visite, les allées étaient dégagées et les matériels de lutte contre l'incendie (RIA, extincteurs) signalés, en bon état et accessibles. Les portes coupe-feu étaient dégagées, les commandes d'ouvertures des exutoires de fumée accessibles. <u>Pas de non-respect constaté.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Risque toxique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2000, article 3.5.11
Thème(s) : Risques accidentels, Masques
Prescription contrôlée : Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant au gaz ou émanations toxiques

<p>sont mis à disposition de toute personne:</p> <ul style="list-style-type: none"> • de surveillance, • ou ayant à séjourner à l'intérieur des zones toxiques.
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté la présence de deux masques de protection respiratoire. Ces masques sont équipés de cartouches ABEK2 (A:Gaz et vapeurs organiques B: Gaz et Vapeurs inorganiques E: Gaz et vapeurs acides K: Ammoniaque et dérivés organiques, classe 2). La date de validité des cartouches est 07/2034.</p> <p><u>Pas de non-respect constaté.</u></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Conception et contrôle des équipements importants pour la sûreté

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2000, article 3.5.8.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces éléments font l'objet d'une protection adaptée aux agressions qu'ils peuvent subir, qu'elles soient mécaniques, chimiques ou électrochimiques. En outre, celles des dispositifs indicateurs (jauges de niveaux, manomètres, détecteurs de gaz...) doivent permettre leur étalonnage périodique ainsi que la vérification de la bonne exécution de leur fonction sûreté. L'exploitant met en place un ensemble d'actions préétablies et systématiques pour assurer le bon respect des règles internes de sûreté.</p>
<p>Constats :</p> <p>A la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a présenté les fréquences et les rapports de contrôle des barrières de sécurité existantes: Détecteurs d'incendie optiques et de fumée: maintenance et contrôle semestrielle Système d'extinction automatique à mousse à haut foisonnement: maintenance et contrôle plus essai de fonctionnement annuel Le système d'extinction automatique à mousse haut foisonnement ainsi que la détection incendie sont vérifiés semestriellement par la société DEF. Dernier contrôle réalisé le 10/09/2025. Porte Coupe-Feu 2h: Contrôle de bon fonctionnement annuel Dernier contrôle effectué par la société DEF le 10/09/2025. Vannes d'isolement hydraulique du site: essai de fonctionnement semestriel: Les essais couplés à un nettoyage sont effectués en interne et enregistrés.</p> <p><u>Pas de non-respect constaté.</u></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>